

InfoMigrants 20181205

<http://www.infomigrants.net/fr/post/13735/france-des-frais-de-scolarite-exorbitants-qui-risquent-d-exclure-de-nombreux-etudiants-etrangers>



France : des frais de scolarité exorbitants qui risquent d'exclure de nombreux étudiants étrangers

Par [Anne-Diandra Louarn](#) Dernière modification : 05/12/2018

À compter de la rentrée 2019, les frais d'inscription à l'université pour les étrangers non ressortissants de l'Union européenne vont bondir pour atteindre plusieurs milliers d'euros contre quelques centaines actuellement. Des syndicats étudiants et plusieurs figures politiques dénoncent une mesure discriminatoire envers les étudiants les moins fortunés.

C'est une logique qui en a surpris plus d'un : pour accueillir plus d'étudiants étrangers en [France](#), le gouvernement a décidé paradoxalement d'augmenter les frais universitaires de plus de 1 500% pour les ressortissants des pays hors Union européenne. Cette mesure doit permettre d'améliorer les conditions d'accueil, d'augmenter le nombre de bourses et de faire passer de 300 000 actuellement à 500 000 le nombre d'étudiants étrangers d'ici 2027.

Dès la rentrée 2019, ces derniers devront ainsi déboursier 2 770 euros de frais d'inscription en niveau licence et 3 770 euros en master et doctorat. Jusqu'à cette année, ces coûts étaient respectivement de 170 et 243 euros. Avec cette augmentation, les étudiants internationaux "paieront des frais d'inscription correspondant approximativement au tiers du coût réel de leur formation", a précisé le Premier ministre français Edouard Philippe lors de l'annonce de cette mesure fin novembre.

Avec des frais d'inscription aussi élevés, je n'aurais jamais pu venir étudier en France !", s'exclame Youcef Fellah, président de l'Union des Étudiants Algériens de France. D'autant plus "qu'à ces frais, s'ajoutent l'ensemble des coûts déjà très élevés que nous devons payer : dépôt de dossier à Campus France, 75 à 200€ en fonction des pays pour le test de langue française, 79 à 269€ pour le timbre fiscal nécessaire au titre de séjour, 90€ pour la CVEC, logement, transport, manuels scolaires", précise-t-il

La précarité et les difficultés, selon Youcef Fellah, sont d'ores et déjà le lot quotidien des étudiants étrangers. Le jeune homme fait état d'obstacles "administratifs" (l'obtention d'un titre de séjour étant souvent laborieux), "sociaux" (car ils ne sont pas éligibles aux bourses sur critères sociaux et que les autres types de bourses sont données au compte-goutte) et "pédagogiques" car "si la préfecture pense que nous nos études n'ont pas de caractère "réels et sérieux" elle peut décider de ne pas renouveler notre titre de séjour", explique-t-il. [Sa pétition](#) demandant l'abrogation de l'augmentation des frais universitaires a déjà reçu près de 300 000 signatures et des dizaines de commentaires de soutien.

Triplement du nombre de bourses

Face à la mobilisation, le gouvernement tente de défendre sa mesure, estimant qu'elle a été mal comprise. "Cette décision n'est pas isolée, elle s'accompagne d'une facilitation des démarches pour obtenir les visas, d'une augmentation des cours de français langue étrangère (FLE), des cours en anglais ou encore des bourses", explique à InfoMigrants Florent Bonaventure, directeur de la Communication de Campus France, l'Agence française pour la promotion de l'enseignement supérieur et la gestion des questions de mobilité.

L'idée sous-jacente, poursuit-il, est d'utiliser ces frais pour "donner aux établissements les moyens de développer une véritable stratégie internationale et une politique d'accueil qui soit au niveau des universités européennes et anglo-saxonnes."

Le gouvernement promet également de compenser ces nouveaux frais en triplant le nombre de bourses allouées chaque année à des étudiants étrangers qui passeront de 7 000 actuellement à 21 000.

Un argument "hypocrite", selon Lilâ Lebas, présidente de l'Union Nationale des Étudiants de France (Unef), jointe par InfoMigrants. "21 000 bourses sur 300 000 étudiants étrangers, c'est une goutte d'eau ! Cela sert juste à financer les engagements que l'État a pris, sauf que ce n'est pas aux étudiants de payer pour les promesses du président", estime-t-elle. "Aucun gouvernement n'a osé faire une telle distinction entre les étudiants français et les étrangers. On est choqués, scandalisés et on appelle à continuer la mobilisation contre la discrimination".

Une première journée de manifestations a été organisée par les étudiants à travers la France le 1er décembre et une autre est prévue pour le 13 décembre. Ils ont été rapidement rejoints par l'opposition, notamment à gauche, avec plusieurs déclarations de soutien. "Vous interdisez de facto la venue d'étudiants africains en leur imposant des frais d'inscription prohibitifs", a lancé Benoît Hamon, ancien candidat socialiste à la présidentielle et fondateur du mouvement Génération-s.

Même réaction outrée de la part du parti La France Insoumise (LFI) qui souligne que les jeunes étrangers doivent déjà surmonter de nombreux obstacles. "Alors que Macron dit lutter contre Trump et Salvini, il érige un mur de l'argent qui repoussera hors des universités beaucoup d'étudiant(e)s, notamment venus des pays africains", a écrit le groupe parlementaire LFI dans un communiqué dénonçant une politique "xénophobe"